

Services sociaux en Europe : investir pour l'avenir

Le manifeste de la Fédération européenne des employeurs sociaux pour les élections européennes de juin 2024

Contexte

- *Près de la moitié des personnes âgées de 65 ans et plus n'ont pas reçu l'accompagnement dont elles avaient besoin en 2019.*
- *Pour maintenir la couverture actuelle d'accompagnement de longue durée¹, il faudra ajouter plus de 1,6 million de travailleurs de l'accompagnement de longue durée d'ici 2050.*
- *En 2022, les femmes âgées de 25 à 49 ans qui ne faisaient pas partie de la population active, mais qui exprimaient le désir de travailler, étaient dix fois plus susceptibles de citer les responsabilités d'aidants des personnes avec un handicap ou d'enfants comme principale raison de ne pas chercher d'emploi.*
- *En 2019, l'UE a atteint, en moyenne, l'objectif de participation à l'éducation et à l'accueil de la petite enfance (EAJE) fixé en 2002. Cependant, des progrès supplémentaires sont nécessaires, en particulier en ce qui concerne la participation des enfants menacés de pauvreté et d'exclusion sociale.*
- *Le soutien public au secteur des soins est un investissement social qui, parallèlement à l'action en faveur d'un financement durable, apporte de multiples bénéfices aux individus, à la société et à l'économie.*



La stratégie européenne des accompagnements

La Commission européenne met en évidence les éléments contextuels ci-dessus un an après la publication de la Stratégie européenne des accompagnements². Face à ces défis dans un climat de ralentissement de la croissance qui se traduit par une diminution des financements et une inflation qui a un impact sur les prestataires de services sociaux et leur personnel, ce manifeste vise à souligner

l'accent mis par la Commission sur l'investissement social.

La stratégie européenne des accompagnements représente un progrès en sensibilisant les États membres aux défis sociaux et sociétaux auxquels ils sont confrontés. Il met l'accent sur la nécessité de planifier et d'agir de manière proactive en élaborant des stratégies nationales en matière d'accompagnements. Cependant, un an et demi après sa publication et l'adoption de deux

¹ La notion d'« accompagnement de longue durée », correspond à la traduction de « Long Term Care » en anglais, souvent traduite par « soins de longue durée », qui recouvre, selon la [recommandation du Conseil de l'UE](#) « les services et (...) activités d'assistance en faveur de personnes qui, du fait de leur fragilité mentale et/ou physique, d'une maladie et/ou d'un handicap sur une longue période, dépendent d'une aide pour les activités de la vie quotidienne et/ou ont besoin de soins infirmiers permanents ».

² En anglais « European Care Strategy »

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=89&newsId=10654&furtherNews=yes>

recommandations du Conseil³, les progrès au niveau des États membres à cet égard sont minimes.

L'une des raisons possibles de l'inaction pourrait être attribuée à la perception des gouvernements de l'UE selon laquelle le financement de la solidarité pèse avant tout sur les finances publiques. En effet, depuis la crise financière de 2008, les gouvernements n'ont cessé de s'efforcer de réduire les dépenses publiques à long terme, malgré l'augmentation des besoins, sauf pendant la période de Covid-19.

Perspectives

Des secteurs importants tels que la santé, l'éducation et l'accompagnement social, ainsi que de nombreux services essentiels, sont actuellement confrontés à des défis continus. En pleine inflation, ils sont confrontés à une diminution des ressources, à des menaces pour leur propre existence et à une perte importante d'employés, à un moment où leurs services sont plus cruciaux que jamais.

Aujourd'hui, avec la révision de la gouvernance économique de l'UE, il est crucial de souligner que l'objectif principal de cette réforme est double : améliorer la soutenabilité de la dette publique **ET promouvoir une croissance durable et inclusive dans tous les États membres par le biais de réformes et d'investissements.**

Par exemple, lors de la réunion du Conseil des affaires économiques et financières de l'ECFIN du 12 mars 2024, les ministres des Finances et des Affaires sociales de l'UE ont discuté **des effets bénéfiques des réformes et des investissements sociaux sur la croissance économique et la viabilité budgétaire.** Les ministres ont également échangé **des exemples de réformes sociales et de l'emploi mises en œuvre récemment dans leurs pays respectifs, soulignant leur contribution à l'amélioration du potentiel de croissance.**

³ [Recommandation du Conseil sur l'accès à des soins de longue durée abordables et de qualité](#) et [Recommandation du Conseil sur des](#)

Investir dans les services sociaux

Ce document vise à convaincre les futurs législateurs européens du fait que le secteur des services sociaux, qui emploie plus de 9 millions de personnes dans l'UE-27, représente un investissement économique et sociétal pour l'avenir.

Il est maintenant temps de passer à l'action. Cette urgence découle de la prochaine présentation à la Commission, des rapports sur l'état d'avancement de la stratégie des accompagnements de longue durée par les coordinateurs nationaux, ainsi que des rapports par pays du semestre européen. Ces rapports serviront de base à un **nouveau plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie des accompagnements au début du prochain mandat. Le Parlement européen pourrait contribuer à rehausser l'ambition de ce plan.**

Des services garants de la cohésion sociale

Les services sociaux ciblent les personnes qui, à toutes les étapes de leur vie, se trouvent dans des situations vulnérables en raison de facteurs tels que la jeunesse, l'âge avancé, les problèmes de santé, les handicaps ou leur situation sociale et familiale.

Ces services sont fréquemment cités pour leur contribution à la solidarité et à la cohésion sociale au sein des sociétés européennes, ce qui en constitue un élément indispensable.

Des effets moins visibles mais néanmoins substantiels

On ignore souvent qu'indirectement, ces services sont indispensables à la société et à l'économie dans son ensemble. Ils facilitent l'accès au marché du travail des personnes confrontées aux situations mentionnées ci-dessus et permettent aux personnes ayant des proches avec besoin d'un soutien, de poursuivre leur activité professionnelle. Les

[systèmes d'éducation et de garde de la petite enfance de qualité.](#)

services sociaux permettent aux individus de concilier travail et responsabilités. En l'absence de services sociaux, ce sont surtout les femmes qui subissent les répercussions sur leur carrière.

Alors que les projections suggèrent une baisse de 7 % de la population active européenne d'ici 2040, il est évident qu'une **main-d'œuvre qui ne répond pas à la demande a des effets négatifs sur la croissance et la prospérité du pays, allant bien au-delà des coûts directs des services sociaux**. Cet aspect crucial ne doit pas être négligé, car les services facilitant une participation accrue au marché du travail ont un impact positif en termes de retour sur investissement.

Avantages de l'investissement social

- **L'accueil de la petite enfance** : il a été démontré que l'éducation et l'accueil de la petite enfance est un outil efficace et pertinent dans la lutte contre la pauvreté, les inégalités sociales et les difficultés d'exercice de la parentalité. De plus, des services de garde de la petite enfance accessibles, de qualité et abordables permettent aux parents, en particulier aux femmes, de participer pleinement au marché du travail. Par conséquent, investir dans ce domaine favorise non seulement l'égalité de genre, mais améliore également le fonctionnement efficace du marché du travail, en particulier face à l'aggravation des pénuries.
- **Protection de l'enfance** : Fournir une assistance et un soutien aux enfants en situation de vulnérabilité (y compris souvent leurs parents) contribue à atténuer les inégalités, les risques de pauvreté et les comportements à risque ou déviants. Cet investissement initial améliore leurs perspectives d'inclusion sociale, en particulier par le biais de l'éducation, favorisant ainsi des opportunités d'emploi tout au long de la vie.

- Participation des **personnes en situation de handicap** au marché du travail : De nombreuses personnes en situation de handicap ont du mal à accéder au marché du travail ou à conserver leur emploi. Les services sociaux leur offrent un large éventail de services adaptés à leurs besoins pour participer au marché du travail et se sentir mieux inclus dans la société.
- **Soutien aux personnes âgées** : à mesure que la population vieillit et que les individus atteignent des stades avancés de la vie, il existe une demande croissante de services qui leur permettent, conformément aux souhaits de la majorité des Européens, de rester chez eux le plus longtemps possible. Malgré le développement insuffisant de ces services de soutien dans de nombreux pays, il est crucial de reconnaître leur besoin. Ces services permettent également aux membres de la famille, en particulier aux femmes, de poursuivre leurs activités professionnelles grâce à des services adaptés.

Prévenir plutôt que guérir

Les services sociaux permettent de mettre l'accent sur la **prévention plutôt que sur l'intervention** et contribuent à favoriser la cohésion sociale. Le soutien social joue un rôle essentiel pour éviter que certaines situations ne dégénèrent en besoins de soutien plus intensifs, en particulier en milieu hospitalier, où le coût sociétal et économique est beaucoup plus élevé que celui de la prévention.

À l'heure actuelle, les **services sont en difficulté en raison d'un manque de soutien adéquat au cours des dernières décennies**, malgré le nombre croissant de personnes en besoin d'accompagnement personnalisé. Ces défis entravent également la capacité des services à s'engager plus activement dans la transition écologique.

Le gel ou la réduction des financements, sur fond d'inflation non compensée, rend les conditions de travail peu attractives en termes de rémunération et de nombre d'employés pour accompagner, qui faute de financement est parfois insuffisant. Cela conduit à une pénurie de main-d'œuvre, qui se traduit déjà par des réponses insuffisantes aux besoins sociaux de nombreux Européens.

Pas un coût, mais un investissement

C'est pourquoi nous appelons à toutes les autorités à considérer les services sociaux non

pas comme un coût mais comme un investissement à moyen et long terme.

En adoptant cette approche et en améliorant le financement, la solidarité au sein de la population peut être mieux assurée. En outre, l'augmentation de la participation au marché du travail, qui profite à l'économie dans son ensemble, et l'amélioration de l'inclusion sociale, réduiront la dépendance à l'égard des prestations sociales.

L'amélioration de la productivité, liée à une meilleure éducation et à une meilleure situation sanitaire et sociale, entraînera des entrées supplémentaires en termes de cotisations sociales et fiscales. Ce qui a également un effet vertueux, en participant au financement des services sociaux.

Ce document vise à répondre aux besoins croissants des populations européennes en matière de soins d'une manière favorable au progrès et à la cohésion sociale. Il donne la priorité aux dépenses orientées vers les mesures les plus efficaces, en évaluant systématiquement leur impact et en veillant à ce qu'elles génèrent un retour sur investissement qui profite aux individus, à la société et à l'économie.

Note to editor :

La Fédération des employeurs sociaux européens est la voix des employeurs dans le domaine des services sociaux au niveau européen, représentant 31 membres de 20 pays. Ce champ d'action comprend tous les services d'accompagnement, en particulier pour les personnes âgées, les personnes handicapées, les enfants et les autres personnes exclues et défavorisées. La Fédération est un partenaire social reconnu de l'UE, qui fait partie du comité de dialogue social sectoriel pour les services sociaux.



Federation of European Social Employers

85 Avenue des Nerviens, 1000, Etterbeek

<https://www.socialemployers.eu/>

[@SocialEmployers](#)